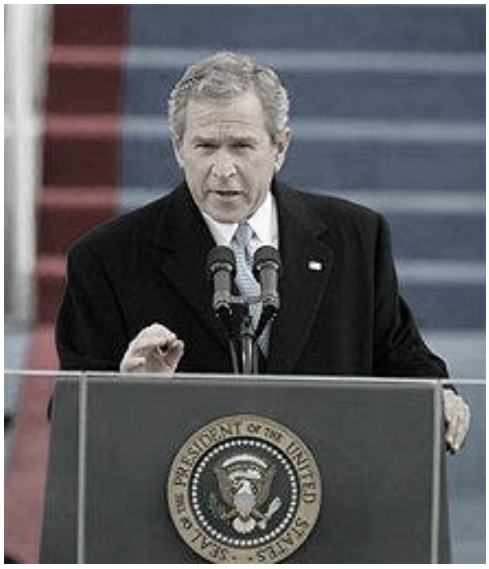
Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

28 janvier 2005
N°256 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

Le réveil de la « bête immonde »



En annonçant, dans son discours d'investiture, son intention de passer outre le droit international et d'imposer la loi du plus fort, George W. Bush a plongé l'humanité soixante dix ans en arrière. Dans une préface au best seller espagnol « El Neron del Siglo XXI », Thierry Meyssan décrit le long chemin par lequel les États-Unis qui luttèrent contre ce que Brecht appelait « la bête immonde » en sont devenus la nouvelle incarnation.

page 2

Washington redoute un « croissant chiite »

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

À quelques jours des élections en Irak, une partie des commentaires fait apparaître le fait que Washington semble pris au piège de sa propagande de démocratisation en Irak. Henry Kissinger et George Shultz s'en inquiètent et demandent implicitement un trucage des élections pour éviter la constitution d'un « croissant chiite ».

page 6

REPÈRE : 17 JANVIER 1961

Lumumba est assassiné

En 1960, poussé par l'Union des entreprises minières belges, qui lui fournit des troupes belges et des armes, Moïse Tshombe proclame la sécession du Katanga, l'État du cuivre au Congo. Lumumba qui vient d'être élu et Kasa Vubu font appel à l'ONU qui envoie des casques bleus et impose le départ des troupes belges. Celles-ci se retirent du Congo, sauf au Katanga où elles maintiennent Tshombe en selle. L'armée nationale congolaise combat la sécession du Sud-Kasaï et se dirige vers le Katanga. La Belgique et les États-Unis décident d'éliminer Lumumba. Le 14 septembre 1960, le colonel Mobutu entreprend un coup d'État et arrête le Premier ministre Lumumba. Les 12 et 13 janvier 1961 éclate une révolte au camp de l'armée à Thysville où est enfermé Lumumba. Les Occidentaux craignent le retour de Lumumba et Bruxelles exerce des pressions pour qu'il soit livré à Tshombe (Katanga) ou à Kalonji (Kasaï). Le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba, Maurice M'Polo et Joseph Okito, après avoir torturés, sont livrés à Tshombe et son entourage belge du Bureau-conseil du Katanga. Ils sont immédiatement exécutés par des mercenaires katangais commandés par deux belges, le commisaire de police Frans Verscheure et le capitaine Julien Gat. ■

POUR LA BBC, AL QAÏDA N'EXISTE PAS

Alors que quatre ressortissants britanniques détenus à Guantanamo viennent d'être renvoyés au Royaume-Uni par la justice d'exception états-unienne, puis libérés par les tribunaux de Sa Majesté sans que soient retenus une quelconque charge à leur encontre, la BBC rediffuse depuis quelques jours un documentaire mettant en cause l'existence même d'Al Qaïda. Documentariste reconnu, Adam Curtis s'applique, dans une série de trois films d'une heure intitulée *The Power of Nightmares : The Rise of Political Fear* (Le Pouvoir des cauchemars : la montée de la peur), à démonter les mécanismes de construction de la psychose antiterroriste orchestrée par les gouvernements de George W. Bush et Tony Blair. Selon lui, l'idée d'une menace terroriste globale *« est un fantasme qui a été exagéré et déformé par des hommes politiques. C'est un sombre mirage qui s'est diffusé sans être débattu auprès des gouvernements du monde entier, mais aussi les services de sécurité et les médias internationaux »*. Le film montre qu'aucune preuve tangible est jamais venue crédibiliser l'existence d'un réseau terroriste islamiste unifié tel que défini par la Maison-Blanche ; et que les bases secrètes d'Oussama Ben Laden n'ont pas plus de réalité que les armes de destruction massive de Saddam Hussein. Pour son auteur, la rhétorique Al Qaïda est un artifice de communication, une manœuvre des néo-conservateurs pour tenter de construire de toute pièce un nouvel « Empire du Mal » après la chute de l'Union soviétique. 108 États ont déjà déclaré ne jamais avoir observé sur leur territoire quoi que ce soit qui valide l'existence d'« Al Qaïda » et ne pas se sentir concernés par cette prétendue menace planétaire. ■

Le réveil de la « bête immonde »

En annonçant, dans son discours d'investiture, son intention de passer outre le droit international et d'imposer la loi du plus fort, George W. Bush a plongé l'humanité soixante dix ans en arrière. Dans une préface au best seller espagnol « El Neron del Siglo XXI », Thierry Meyssan décrit le long chemin par lequel les États-Unis qui luttèrent contre ce que Brecht appelait « la bête immonde » en sont devenus la nouvelle incarnation.

Le premier mandat présidentiel de George W. Bush marque une rupture dans l'histoire des États-Unis. Renouant avec le projet impérial qu'ils avaient développé au XIXe siècle en Amérique latine et dans le Pacifique, ils entendent désormais dominer la Terre sans partage. Devenus l'hyper-puissance unique, ils se lancent à corps perdu dans un rêve de conquête que rien ne semble devoir arrêter sinon l'inexorable catastrophe finale, le « crépuscule des Dieux » dans lequel sombrent toutes les mégalomanies.

Ce fantasme trouve sa justification dans les attentats du 11 septembre 2001, imputés à un ennemi invisible et omniprésent, le complot islamique mondial surnommé Al Qaïda. Il se nourrit de la peur tout en se drapant dans les beaux principes : les États-Unis livrent une bataille eschatologique contre « l'Axe du Mal ». Ils disent semer la Démocratie en Afghanistan et en Irak en déversant des tonnes de bombes sur les populations civiles. Ils assurent défendre la Liberté en torturant des enfants à

Bagram et à Abu Ghraib. Ils prétendent promouvoir la Justice en plongeant des innocents dans l'enfer de Guantanamo.

Comme toutes les folies humaines, celle qui s'est emparée des États-Unis n'est pas une maladie soudaine, mais l'achèvement d'une longue incubation. Un peuple de colons s'est affranchi du despotisme parce que le roi George III prélevait un impôt trop lourd et parce qu'il exigeait le respect des traités indiens. Les États-Unis ont acquis leur indépendance pour mener à bien leur projet religieux, hors de la tutelle anglicane, leur projet économique, hors du fisc britannique, et leur projet expansionniste, en repoussant et en massacrant les Indiens. Ils ont concurrencé au XIXe siècle les impérialismes européens jusqu'à trouver un modèle original d'exploitation lors de la Guerre de l'opium. Devenus la première puissance à l'issue de la Première Guerre mondiale, ils ont encore dû patienter face à l'Union soviétique. Ils peuvent aujourd'hui accomplir leur « destinée manifeste » ; ils développent leur économie en détruisant les États, une forme de prédation pudiquement appelée « globalisation » ; et ils peuvent massacrer sans états d'âme tous les peuples non-chrétiens.

La planète est devenue leur terrain de chasse depuis que l'URSS s'est effondrée. Le 11 septembre 1990, George H. Bush exposait devant le Congrès son programme de « Nouvel Ordre mondial », n'hésitant pas à reprendre à son compte la terminologie nazie du « Nouvel Ordre européen ». Il n'y trouvait rien de choquant, lui qui tenait sa fortune des profits réalisés par son propre père, Prescott Bush, dans l'industrie de guerre nazie et jusque dans le camp d'extermination d'Auschwitz.

Mais avec Tempête du désert, puis la parenthèse Clinton, le Nouvel Ordre dût attendre. Dès 1998, les Bush, s'appuyant sur les réseaux de Richard Mellon Scaife, déstabilisèrent la Maison-Blanche, organisèrent « l'affaire » Lewinski et firent basculer dans leur camp des parlementaires démocrates. S'appuyant sur le Congrès et l'état-major, ils décidèrent le réarmement, firent voter la Loi sur la libération de l'Irak, et imposèrent la guerre du Kosovo. Profitant de l'affaiblissement de Clinton, ils mirent en place la Commission présidée par L. Paul Bremer III sur le terrorisme international et celle, présidée par Donald Rumsfeld, sur la vulnérabilité spatiale. Alors qu'ils n'étaient que dans l'opposition, ils posèrent ainsi toutes les bases de leur politique. Ce faisant, ils démontraient que l'hôte de la Maison-Blanche n'était qu'un aimable démagogue aux pouvoirs limités. Ils avaient donc besoin de reconquérir la présidence, mais celle-ci pouvait être exercée par un communicant plutôt que par un chef. Il y avait là une carrière toute trouvée pour George Jr, le raté de la famille. Comme l'acteur Ronald Reagan, il allait endosser le rôle et parler aux foules pendant que d'autres, dans l'ombre, gouverneraient le pays. Il serait le gant de velours qui recouvre et cache la main de fer.

Nous ne comprendrions pas comment un personnage d'une telle médiocrité a pu accéder à la présidence des États-Unis si nous n'en avions pas le portrait méticuleux qu'en a tracé James Hatfield. Tout ce qui paraît être des handicaps pour un politicien se révèle dans cette situation des atouts. Le fils à papa qui multiplie les faillites et les escroqueries dans le pétrole se taille un merveilleux carnet d'adresses en montant une affaire avec les Ben Laden. Le menteur invétéré, qui se fait élire gouverneur du Texas sur un programme écologiste pour donner carte banche aux pétroliers une fois élu, manifeste des qualités qui s'avéreront bien utiles pour vendre les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Ivrogne et cocaïnomane, il incarne à

merveille le cow-boy insouciant pour séduire l'Amérique et l'inviter à prendre une cuite au saloon sans penser au lendemain. Mais, il y a toujours un réveil et une gueule de bois.

Après avoir truqué l'élection présidentielle de 2000 et laissé perpétrer les attentats du 11 septembre 2001 comme d'autres laissèrent brûler le Reichstag, George W. Bush a dégainé l'USA Patriot Act, qui suspend les libertés individuelles jusqu'en 2005 pour lutter contre le terrorisme. Il a appliqué aux musulmans la chasse aux sorcières du maccarthysme, fichant tous les pratiquants, et obligeants ceux qui sont étrangers à pointer dans les commissariats. Il a lancé la croisade en Afghanistan. Il a ouvert la chasse aux moudjahidines que son père avait engagé, lorsqu'il était vice-président, pour lutter contre les Soviétiques en Afghanistan, et que la CIA et Oussama Ben Laden avaient continué à encadrer pour lutter contre les Russes en Tchétchénie. Non pas que les moudjahidines se soient retournés contre la main qui les nourrissait, mais parce qu'on ne peut pas s'appuyer sur une armée régulière en continuant à entretenir des sections d'assaut. C'était sa « nuit des longs couteaux ».

Les Bush ont commencé la prédation des champs pétroliers. Ils ont confisqué les ressources de l'Irak et ont donné le pays en gérance à une entreprise de droit privé, l'Autorité provisoire, dirigée par leur ami Bremer, avant d'installer un gouvernement autochtone fantoche. Ils ont enlevé le président Jean-Bertrand Aristide dès les premières nappes de pétrole découvertes au large d'Haïti. Ils ont multiplié les tentatives de coup d'État contre le président Hugo Chavez Frias coupable d'avoir repris en main la Compagnie des pétroles du Venezuela. Ils hésitent à envahir le Soudan après y avoir attisé la guerre pour s'accaparer les puits exploités par la Compagnie nationale chinoise. Ils manifestent leur appétit face aux États du Golfe et de la Caspienne.

Les Bush ont commencé le remodelage des États-Unis. Désormais le chef d'état-major est devenu le 4e personnage de l'État à la place du speaker de la Chambre des représentants. Le super-bowl est devenu l'occasion d'une démonstration militaire comme les Jeux olympiques de 1936. Un gouvernement militaire fantôme a été formé, apte à remplacer à tout instant le gouvernement civil si celui-ci était décimé par un attentat. Un nouveau commandement a été constitué qui regroupe les forces armées présentes sur le territoire US, les forces nucléaires et spatiales, sous l'autorité unique du général Ralph E. Eberhart. Ce commandement a pris en charge la surveillance des populations civiles, le fichage des opinions politiques, des convictions religieuses et des appartenances syndicales. Des soldats en tenue de combat ont fait leur apparition dans les lieux publics. De même que les nazis

préféraient installer leurs camps hors du Reich, en Pologne ou ailleurs, des centres de torture ont été créés dans des bases militaires situées dans une vingtaine de pays étrangers.

Mais en annonçant la victoire en Irak, en uniforme sur un porte-avion, George W. Bush a franchi le Rubicon, il a effacé sa fonction présidentielle civile derrière son titre de commandant en chef des armées et s'est peut-être effacé lui-même. Car celui qui tire l'épée s'expose à périr par l'épée. Les militaires qui se sont emparés du pouvoir pourraient très bien choisir de changer la marionnette de la Maison-Blanche lorsque celle-ci leur paraîtra trop usée. Pour l'heure, il fait voler en éclat le Droit international. Dans son discours d'investiture, il met en demeure les dirigeants de la planète de se soumettre et s'arroge le droit d'intervenir où et quant il le veut pour étendre cet empire. Pour mieux assevir et dominer, le maître du mensonge accapare les mots de liberté et de démocratie, poursuivant une folle course en avant. La « bête immonde » est de retour.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Ce texte est adapté de « El Neron del Siglo XXI : George W. Bush presidente » par James Hatfield. Préfaces de José Saramago (Prix Nobel de littérature) et de Thierry Meyssan. Éditions Timeli & Apostrofe, Madrid.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Washington redoute un « croissant chiite »

Analyse

À quelques jours des élections en Irak, une partie des commentaires fait apparaître un décalage inattendu avec la réalité qui contraint Washington à réviser d'urgence ses objectifs et sa stratégie.

L'expert en armement Scott Ritter rappelle dans le *Guardian* que c'est au nom de la menace imaginaire des armes de destruction massive que la Coalition a attaqué l'Irak. La démocratisation n'a été évoquée qu'une fois la supercherie des ADM éventée. En d'autres termes, Washington n'a jamais cherché à « apporter » la démocratie en Irak et les élections en cours ne visent qu'à justifier a posteriori la conquête du pays.

Le pasteur Jesse Jackson s'indigne dans *El Periodico* de la prétention bushienne d'imposer la démocratie au bout du fusil. Il ne s'agit bien sûr que d'une tromperie de plus car la vraie démocratie est le fruit d'une long processus populaire. Au demeurant, l'administration Bush est mal placée pour parler de démocratie alors qu'elle est en train d'organiser chez elle une société à deux vitesses, une pour les riches, une pour les pauvres.

À l'inverse, de nombreux quotidiens occidentaux (*La Libre Belgique*, *El Periodico*, *Clarin* etc.) donnent la parole à un théologien chiite irakien, sheikh Dia al-Shakarchi, qui démontre non seulement la compatibilité de l'islam et de la démocratie, mais que la démocratie est un devoir islamique. Ce point de vue est d'autant plus bizarre qu'il répond à une problématique exclusivement occidentale pour finalement conclure que l'on peut fonder la démocratie sur une injonction religieuse. L'auteur, à peu près inconnu dans son pays, est sponsorisé par George Soros qui diffuse sa tribune pour le ravissement de la presse occidentale.

Dans la même veine, Michael Rubin assure aux lecteurs du *Washington Post* que la démocratie est bien en marche en Irak. Les élections seront une réussite

en ce qu'elles prouveront que c'est pour le Bien des Irakiens que la Coalition a bombardé leur pays faisant plus de 100 000 morts civils.
Cependant, la réalité sur le terrain, c'est que le scrutin n'aura aucune légitimité et que l'on attend dans les bureaux de vote moins du quart des électeurs.
Surtout, il est désormais évident que les États-Unis sont pris à leur propre piège : l'Iran a conseillé aux chiites irakiens de participer au scrutin pour accéder légalement au pouvoir. Même si beaucoup d'entre eux s'y refusent, la participation d'une partie des chiites sera suffisant pour leur assurer la victoire, d'autant que tous les sunnites et les laïques ont choisi le boycott. Le spectre d'un Irak formant avec l'Iran, la Syrie et le Hezbollah libanais un « croissant chiite » opposé à Washington prend forme.
Pour l'ancien conseiller national de sécurité, Anthony Lake, dans le *Boston Globe*, il faut vite trouver une excuse pour le repli.
Sifflant la mi-temps, les deux mentors de la politiques étrangères US, Henry A. Kissinger et George P. Schultz, signent une tribune commune dans le *Washington Post*, *Clarin* et l'*International Herald Tribune*. Il est urgent de démembrer le « croissant chiite » en formation, donc de truquer les élections pour accélérer la partition de l'Irak.

Le quotidien russe *Vremia Novostyey* a eu la bonne idée d'interroger les deux prétendants au poste de Premier ministre du nouveau gouvernement ukrainien à quelques jours d'intervalle. L'un et l'autre se disent persuadé d'être bientôt nommé par Viktor Yushchenko.
La milliardaire Yuliya Tymoshenko assure avoir abandonné le monde des affaires pour se consacrer au service de ses concitoyens. Elle élude la question du mandat d'arrêt lancé par Interpol à son encontre après qu'elle eut corrompu des généraux russes à des fins mafieuses ; et déplore les accusations de corruption portées contre son mari, actuellement en fuite.
Le milliardaire Piotr Porochenko déclare distinguer ses affaires de la politiques et en veut pour preuve qu'il n'a pas hésité, en son temps, à passer dans l'opposition. Bien que membre de la nouvelle majorité présidentielle, il ne manque pas l'occasion pour souligner le caractère peu ukrainien de M. Yushchenko, et de rappeler que, contrairement à une idée reçue, les Russes n'ont pas d'intérêts économiques en Ukraine.
En définitive, le trop hésitant Porochenko a été écarté au profit de Mme Tymoschenko. On peut se demander comment l'Ukraine « libre » sera représentée sur le plan international, sachant que ce Premier ministre ne pourra se déplacer sans encourir les foudres d'Interpol et ne pourra, de toute manière, jamais entrer en Russie. Elle y rejoindrait en prison les généraux qu'elle avait acheté.

Réseau Voltaire

Scott Ritter

Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America.*.

« Être criminels est notre lot à tous »

Source : The Guardian
Référence : « Criminals the lot of us », par Scott Ritter, *The Guardian*, 27 janvier 2005.

La reconnaissance par la Maison-Blanche le mois dernier de l'arrêt des recherches d'armes de destruction massive en Irak remet en lumière la plus calamiteuse tromperie de l'histoire moderne. Cette annonce a eu lieu un mois après une élection présidentielle où l'Irak et les armes de destruction massive ont joué un rôle central. Cette question aurait pu être le talon d'Achille de George W. Bush, mais John Kerry a trop souvent changé de position sur ce sujet. C'était pourtant lui qui au Sénat en 2002 avait, en posant une question à Colin Powell, forcé l'administration Bush à admettre que les armes de destruction massive étaient le seul motif de guerre en Irak.

Quand on voit la situation aujourd'hui en Irak (une société laïque devenue le centre d'un jihad anti-américain, des dizaines de milliers de morts civiles, une guerre sans fin coûtant 3,2 milliards de dollars par mois, les principes démocratiques bafoués), on se dit que la seule excuse possible à tout cela est une cause qui en valait la peine. Les armes de destruction massive en était une, mais elles n'existent pas. Les politiciens, les médias de masse et l'opinion publique ont cru aux affirmations de Powell selon lesquelles l'Irak violait les résolutions de l'ONU et voulait développer des armes de destruction massive. Ils ont accepté tout cela sans débat et n'ont pas laisser de chances aux inspections, processus dénigrés depuis Bill Clinton. Tout le monde a semblé accepter le rejet des faits par l'administration Bush et accepter l'idée que les « renseignements » étaient infaillibles.

Les États-Unis ont créé un groupe de surveillance (qui n'a servit que de véhicule à Judith Miller pour relancer la propagande d'Ahmed Chalabi) et l'invasion a commencé. Après l'invasion, Miller est retournée chez elle et la CIA a créé un groupe de surveillance de l'Irak dont les présidents successifs, David Kay et Charles Duelfer, ont été chargés de noyer le poisson, de cacher les responsabilités de l'escroquerie et de faire croire qu'aucun crime n'avait été commis. Pourtant, il s'agit bien d'un crime aux proportions gigantesques dont nous sommes tous complices pour n'avoir su l'empêcher.

Jesse Jackson

Ancien collaborateur de Martin Luther King et figure du combat pour les droits des noirs états-uniens, Jesse Jackson est pasteur baptiste et ancien candidat à l'investiture démocrate.

« La démocratie au bout du fusil »

Source : El Periodico
Référence : « Democracia a punta de pistola », par Jesse Jackson, *El Periodico*, 27 janvier 2005.

Alors que la presse ressasse encore le discours de George W. Bush lors de son investiture, les Irakiens se préparent à une élection. Voici la promesse de George W. Bush au monde : la démocratie au bout du fusil. Pas la peine de bien connaître l'Histoire pour savoir qu'il est peu probable que cela fonctionne. La démocratie n'était pas le but originel de notre invasion de l'Irak, mais elle l'est devenue après que l'excuse des armes de destruction massive et des liens avec Al Qaïda aient fait long feu.

Toutefois, la démocratie n'est que difficilement imposable par les armes. Les démocraties ne se sont pas installées dans les colonies des pays occidentaux. Ce n'est pas étonnant, une démocratie se fonde grâce aux efforts de démocrates motivés. Il faut également que la loi et la sécurité soient installées (sans quoi la population préfère des hommes forts). Dans la plus grande partie de l'Irak, la violence empêche toute démocratie et même si, par définition, l'administration Bush déclarera que l'élection est un succès, une élection n'a jamais fait une démocratie.

Le meilleur espoir qu'on puisse avoir avec cette élection est qu'elle amène au pouvoir un gouvernement qui obtiendra une légitimité auprès des Irakiens en demandant aux troupes états-uniennes de partir. Le problème est qu'un départ de nos troupes risque de causer une guerre civile, toutefois, chaque jour que nous passons en Irak augmente ce risque.

Compte tenu de notre passé, le monde musulman ne peut pas croire aux déclarations de Bush sur la démocratie, et ce d'autant plus que Bush est en train de saper la démocratie aux États-Unis en créant deux sociétés : une de privilégiés et une de ceux qui doivent se battre pour subsister. La démocratie au bout du fusil n'est qu'une tromperie.

Dia al-Shakarchi

Sheik Dia al-Shakarchi est un théologien chiite, vivant à Bagdad

« L'impératif démocratique de l'islam »

Source : El Periodico
, Clarin
, La Libre Belgique
Référence : « L'impératif démocratique de l'islam », par Dia al-Shakarchi, *La Libre Belgique*, 18 janvier 2005.
« La via democratica del Coran », *El Periodico*, 25 janvier 2005.
« La democracia es el mejor sistema para Irak », *Clarin*, 27 janvier 2005.

Lors de ces 25 dernières années, l'islam a joué un rôle politique toujours plus influent, et pas uniquement dans le monde musulman, mais son expression politique relève souvent du radicalisme et de la terreur. Musulmans et non-musulmans n'ont pas toujours été d'accord sur le degré de compatibilité de ces excès avec l'islam tel qu'il existe réellement. En fait, la compréhension de l'islam varie énormément selon les musulmans et même chez les experts les points de vue divergent. Mais dans l'ensemble, deux images opposées de l'islam coexistent : un islam paisible, prêt au dialogue et à la coexistence, et un islam fondamentaliste, militant et même terroriste. Le problème est que ces textes sont souvent lus hors de leur contexte. Pour ma part, après plus d'une décennie d'étude sur le sujet, je suis convaincu de la compatibilité de l'islam et de la démocratie. Selon mon opinion, non seulement l'islam permet la démocratie, mais il en fait même une règle religieuse.

Si nous pouvons établir que la démocratie est un moyen de réaliser les intérêts les plus forts de la communauté musulmane, et je pense que nous pouvons y parvenir, alors l'islam peut décréter que la démocratie est un de ses devoirs. Même si la démocratie peut être vue comme un mal selon l'islam, il faut se souvenir que dans la tradition islamique, un moindre mal peut devenir un bien s'il préserve de plus grands maux. Or, compte tenu de la composition religieuse de l'Irak, aucune religuion ne peut être imposée et toute obligation de pratique religieuse ne fait que créer une certaine hostilité à l'encontre de la religion. Ainsi, je pense qu'un système politique qui défend la liberté de choix, y compris le choix de la pratique religieuse, reste le meilleur système possible pour l'islam. En fait, pour savoir si la démocratie est compatible avec l'islam, il faut analyser les alternatives à ce régime et il n'existe que cinq possibilités recevable en pays musulmans :

- La dictature laïque. Ceci est inacceptable, pour deux raisons. Tout d'abord, la dictature en elle-même est effroyable et la dictature laïque exclut, ensuite, les partis islamiques de toute participation ordinaire au système politique.
- La dictature islamiste. Tout aussi inacceptable que la précédente, une telle dictature ferait tort à l'islam en l'associant avec une existence injuste et lui créerait de nombreux ennemis.
- La démocratie, avec des restrictions laïques envers les partis religieux. En fait, cela ne serait qu'une pseudo-démocratie.

- La démocratie islamiste. Elle présente le problème inverse de la précédente.
- La démocratie véritable. C'est le seul choix possible car c'est un choix réaliste et porteur de paix. Appelons cela une démocratie libre de toute idéologie : un système politique qui tolère uniquement les restrictions qu'il s'impose de l'intérieur et jamais de l'extérieur du processus démocratique lui-même.

Nous devons reconnaître que la démocratie a fait ses preuves à travers le monde entier. C'est le meilleur moyen d'organiser une société fondée sur la réalité et non des idéaux. Pourquoi le peuple irakien ne pourrait-il pas profiter de la solide expérience des autres peuples ?

Michael Rubin

Michael Rubin est chercheur à l'American Enterprise Institute, au Washington Institute for Near East Policy et expert du Cabinet de relations publiques Benador Associates. Il a été conseiller de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak et conseiller de Donald Rumsfeld sur l'Irak et l'Iran au Pentagone.

« La démocratie sur la pente favorable »

Source : Washington Post
Référence : « Democracy on the Wing », par Michael Rubin, *Washington Post*, 26 janvier 2005.

Si on regarde les images d'al-Sharqiya, la plus populaire des télévisions irakiennes, on a l'impression, exception faite de la langue employée, qu'on regarde des images d'une campagne américaine. Les Irakiens sont devenus accrocs aux informations depuis la chute de Saddam Hussein et zappent entre les chaînes pour avoir les dernières informations brûlantes. Sur ces chaînes, on voit régulièrement les publicités d'Iyad Allaoui.

Ces publicités ne sont cependant pas visibles à Nadjaf où on manque d'électricité à cause de l'activité des insurgés. Les politiciens chiites diffusent donc leurs messages via la radio, qu'on peut écouter grâce à des transistors à piles. Les politiciens chiites organisent également de grands meetings qui rassemblent leurs grandes figures, mais aussi quelques sunnites présentés sur la liste de l'alliance nationale irakienne parrainée par Ali Sistani.

À Bagdad, j'ai vu des politiciens irakiens discuter de l'efficacité de l'entraînement des forces irakiennes et de la distribution des portefeuilles ministériels après l'élection. Les dernières rumeurs prétendent que les chiites laisseront la présidence au Kurde Jalal Talabani. Sunnites et chiites discutent des moyens de faire cesser la violence tandis que les numéros de listes sont distribués aléatoirement.

Tout cela montre qu'en Irak, la démocratie a cessé d'être théorique.

Anthony Lake

Anthony Lake est professeur à la Edmund A. Walsh School of Foreign Service de l'Université de Georgetown. Il a été conseiller de sécurité national de Bill Clinton (1993-1997).

« Des objectifs réalisables avant un départ d'Irak »

Source : The Boston Globe
Référence : « Achievable goals in exiting Iraq », par Anthony Lake, *Boston Globe*, 24 janvier 2005.

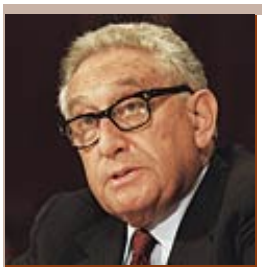
L'incapacité de l'administration Bush à définir une stratégie claire pour l'avenir de l'Irak est pire que son incapacité à reconnaître ses erreurs. En effet, on affirme que nos troupes resteront jusqu'à ce que le travail soit fait. Mais le travail lui même est mal défini. Notre seule chance est de définir un objectif réalisable, de le mettre en place, puis de partir. Or, l'organisation des élections, la rédaction d'une constitution et la désignation d'un gouvernement élu dans son cadre en est un. Quand cela sera réalisé, nous pourrons retirer nos forces combattantes pour ne laisser que le personnel chargé de l'entraînement et des conseillers comme cela est requis.

Tout autre objectif est inatteignable et entraînerait nos forces dans une guerre civile sans fin. Nous devons également anticiper les évènements critiques :

- Organiser les élections à la fin du mois est problématique et risque de conduire à une sous-représentation des sunnites. Toutefois, on ne peut pas les repousser car cela rendrait furieux une part de la population et il n'y aura pas d'assurance que nous aurons un moment plus propice.
- Nous devrons nous assurer que la constitution irakienne respecte les droits des minorités et inclut des mécanismes pour mettre fin aux disputes de façon non-violentes.
- Nous devons réfléchir à ce que fera le futur gouvernement pour ne pas générer une guerre civile.

Nous devrons annoncer que notre déploiement en Irak prendra fin une fois que l'Irak aura un gouvernement constitutionnel élu. C'est vers cet objectif que nous devons tendre tout en entraînant les troupes irakiennes.

Henry Kissinger, George P. Shultz



Henry Kissinger (Le 2 de pique du régime Bush) est ancien secrétaire d'État et conseiller de sécurité national états-unien. Il est président démissionnaire de la Commission d'enquête indépendante sur le 11 septembre. Il est président de Kissinger Associates

[George P. Shultz] était Secrétaire d'État sous Reagan. Il est membre de la Hoover Institution et membre du conseil d'administration du Washington Institute for Near East Policy. Il a présidé le Comité pour la libération de l'Irak, une organisation créée par Lockheed Martin, et administrateur de Bechtel , première compagnie de BTP des États-Unis, qui a signé des contrats de reconstruction d'infrastructures (ports, aéroports, routes, hôpitaux, écoles, etc.) en Irak pour 1 milliard de dollars

« Ce sont les résultats, pas les échéances, qui comptent en Irak »

Source : Washington Post
, International Herald Tribune
, Clarin
Référence : « Results, Not Timetables, Matter in Iraq », par Henry A. Kissinger et George P. Shultz, *Washington Post*, 25 janvier 2005.
« EE.UU. no se irá pronto de Irak ni apoyará una teocracia », *Clarin*, 26 janvier 2005.
« Election in Iraq : A rout is not an exit strategy », *International Herald Tribune*, 26 janvier 2005.

Le débat sur l'Irak prend une nouvelle tournure. Les élections qui étaient autrefois vues comme un point culminant sont aujourd'hui perçues comme un risque de guerre civile. Partant de là, beaucoup demandent une stratégie de sortie d'Irak, c'est-à-dire de fixer une date limite au-delà de laquelle l'effort états-unien en Irak s'arrêtera. Ce n'est pas ce qu'il faut faire, ce n'est pas une date qu'il faut fixer, ce sont des objectifs. En effet, un retrait trop rapide entraînerait une guerre civile à côté de laquelle celle de Yougoslavie n'est rien. En Irak, nous devons établir un gouvernement considéré comme suffisamment légitime par les Irakiens pour permettre le recrutement d'une armée capable de défendre les institutions. Il est impossible de prévoir une limite de temps et cela demande des efforts politiques et militaires joints. On ne pourra pas créer rapidement une démocratie à l'occidentale dans une société marquée par des siècles d'affrontement ethnico-religieux, sans expérience des institutions représentatives.

On ne peut pas non plus trop espérer, comme le font les optimistes, qu'une majorité chiite arrivera au pouvoir avec l'intention de construire une société pluraliste dirigée par les chiites. Il est probable que les chiites auront une vision absolutiste de leur majorité provoquant vite des tensions avec les sunnites et les Kurdes. Pour empêcher cela, il faudra mettre en place des protections des minorités. Un système fédéral est préférable pour éviter la création d'un croissant théocratique chiite qui va de l'Iran à la Méditerranée. Les États-Unis vont devoir s'assurer que ces règles sont respectées dans la constitution : aucun groupe ne devra utiliser la constitution pour assurer sa prépondérance, éviter que des zones puissent devenir des régions talibanes, empêcher les chiites de constituer une théocratie, laisser la possibilité d'une autonomie régionale.

Nous avons tous intérêt à créer une fédération laïque de régions autonomes. Nous devons obtenir le soutien des Européens pour ce projet et réfléchir aux moyens de défaire l'insurrection. Tous ces objectifs doivent être atteints avant que nous partions et il est impossible de fixer une date.

Yuliya Tymoshenko

Multimilliardaire ukrainienne, Yuliya Tymoshenko est Premier ministre d'Ukraine. Elle dirige le parti de la mère patrie, proche de Viktor Yushchenko et a joué un rôle central dans la « Révolution orange ».

« Viktor Andreïevitch ne trouvera pas de meilleur Premier ministre que moi. »

Source : Vremya Novostyey
Référence : « ••••••• ••••••••, ••• •, ••••••• •••••••••• •• ••••• », par Yuliya Tymoshenko, *Vremya Novostyey*, 17 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Alexandre Moroz [1] a dit que je ne pouvais pas occuper le poste de Premier ministre à cause de mes liens avec le monde des affaires. Il doit pourtant savoir qu'après ma confrontation avec Kuchma en 1999, mon patrimoine a été anéanti. Je n'en veux pas à l'ancien président, il a aussi fait quelques bonnes choses. Grâce à lui j'ai compris que ma vie, c'est la politique.

Si les décisions politiques sont prises, des réformes radicales seront effectives en quelques mois. L'essentiel est de ne pas faire de compromissions et de ne pas laisser les mêmes personnes à leur poste. Nous amènerons l'économie de l'ombre à la légalité, nous baisserons les impôts et élargirons la base de cette imposition. Selon certains experts, le clanisme dans l'économie ukrainienne est le principal obstacle à l'efficacité des réformes. Je pense qu'il faut séparer le pouvoir et les affaires. Des amendements à la constitution doivent accentuer le rôle de l'opposition parlementaire comme outil de contrôle sur les agissements de l'exécutif. Il est indispensable de créer un système nouveau de financement des partis pour que celui-ci reste l'apanage de la société civile et non des clans. Il nous faut rétablir toutes les barrières qui empêchaient les hommes d'affaires d'apporter des valises de pots de vin aux fonctionnaires car il y a bien longtemps que les enveloppes ne suffisent plus. Dans le domaine économique, le gouvernement va prendre des décisions dans plusieurs directions. Les entreprises stratégiques dont la valeur a été sous-évaluée par les lobbyistes du gouvernement feront l'objet de nouvelles enchères. Les propriétaires actuels bénéficieront d'une priorité d'achat ou d'une compensation, cela permettra d'éviter une révolution dans le business. Les entreprises stratégiques dans lesquelles ont été constatées des malversations seront nationalisées. Je n'ai jamais vu les fameux documents concernant la création d'un éventuel consortium d'acheminement du gaz entre la Russie et l'Ukraine, ils n'ont pas été montrés à la Rada [le parlement], ni à l'opposition. Nous sommes un pays de transit pour les hydrocarbures et nous devons utiliser ce potentiel au maximum, à ce sujet, un oléoduc reliant le Turkménistan à l'Ukraine nous ouvre de grandes perspectives.

Contrairement à ce que pensent certains anciens collaborateurs de Kuchma, le nouveau pouvoir ne peut pas se permettre la vengeance. Le système judiciaire, qui en 2000 m'a empêchée de mener à bien les réformes dans le domaine énergétique, doit être réformé. Mon mari Alexandre Tymoshenko [2] est en fuite. D'après moi, le procureur général actuel a reçu pour instruction de monter une affaire contre ma famille. Désormais, le pouvoir judiciaire ne pourra plus recevoir de commande concernant des hommes politiques ou des sociétés, sinon à quoi cela sert-il que nous ayons fait la révolution ?

Je pense que Léonid Danilovitch Kuchma devra répondre un jour de ses actes, d'ailleurs le procès contre l'ex-Premier ministre de l'Ukraine, Pavel Lazarenko,

vient de reprendre et ses avocats promettent d'en faire un procès contre Kuchma. Il semble que le fait que la cour ait autorisé l'utilisation des bandes de Melnitchenko [3] aille dans cette direction.

---

[1] dirigeant du parti socialiste ukrainien, membre de la coalition de Viktor Yushchenko.

[2] Alexandre Tymoshenko est membre du directoire de la société Systèmes Énergétiques Unis qui, en 1996-1997, s'occupait de la distribution du gaz russe en Ukraine.

[3] M. Melnitchenko est un ancien garde du corps du président Kutchma. Il a reçu l'asile politique aux États-Unis après avoir provoqué un scandale en rendant publics des enregistrements de conversations du président.

Piotr Porochenko

Piotr Porochenkob est le leader du parti *Solidarnost*, membre de la coalition de Viktor Yushchenko « Notre Ukraine ». Entrepreneur très puissant avant d'être élu député, il est aujourd'hui président honoraire du consortium Ukrprominvest qui regroupe de nombreux secteurs d'activités.

« Je n'ai pas de concurrents »

Source : Vremya Novostyey
Référence : « • •••• ••• •••••••••• », par Piotr Porochenko, *Vremia Novostyey*, 20 Janvier 2005

À la création de la coalition « notre Ukraine », j'étais membre du groupe de travail. Contrairement à ce qu'a prétendu Yuliya Tymoshenko, aucun accord concernant la répartition des postes n'a été signé. Les élections n'ont pas été gagnées par le « bloc de Yuliya Tymoshenko », ni par le parti Solidarnost, mais par la coalition de Viktor Yushchenko. Cette équipe restera unie quel que soit le Premier ministre nommé.

Alexandre Moroz a dit que je ne pouvais pas occuper le poste de Premier ministre à cause de mes liens avec le monde des affaires. Il doit pourtant savoir que depuis 7 ans que je fais de la politique, je ne dirige plus d'entreprise. En 2001, avec mon groupe parlementaire Solidarnost, nous avons décidé de passer dans l'opposition au pouvoir en place. C'est l'argument principal que j'avance à ceux qui voudraient me lier au Business. Cela n'allait pas dans le sens de mes intérêts personnels. Il y a effectivement en Ukraine des centaines de « politiciens propres » qui croulent sous les billets pour la bonne raison qu'ils servent les intérêts de structures commerciales. Presque toute la verticale du pouvoir a été corrompue et je suis partisan de mesures anti-corruption radicales sans pour cela envisager une « Révolution culturelle » à la chinoise.

Le programme qui va être appliqué comprend des réformes municipales et militaires, une réforme des retraites ainsi que du système agraire afin d'arrêter l'inflation. Après notre révision du système d'imposition, payer des impôts deviendra prestigieux et tout le monde le fera. J'approuve Vladimir Poutine quant il dit que « celui qui a acquis un bien de façon honnête n'a rien à craindre pour ce bien ». Nous avions des secteurs monopolistiques qui ne profitaient qu'au président et à quelques membres du gouvernement, il ne s'agit plus de commerce, mais de pillage. Ces secteurs représentent le potentiel d'exportation du pays. Ces monopoles maintenaient les prix artificiellement hauts et plaçaient

leurs plus-values à l'étranger. Tout cela est terminé.

J'ai participé à la révolution démocratique de Boris Eltsine en 1991, celui-ci m'avait impressionné au début, mais je pense que Yushchenko et son équipe font partie d'une autre génération pour laquelle l'intérêt national passe avant les intérêts personnels. Les promesses faites par Yanukovych de préserver les intérêts russes sont pure démagogie car il n'y a pas de capitaux russes dans la région de Donetsk. Il s'est souvenu du statut de la langue ukrainienne uniquement à la veille des élections alors que cela ne l'avait pas préoccupé lors des deux années ou il fut Premier ministre. J'ai moi un fils qui a fait sa scolarité dans une école russe et qui a dû passer un examen d'ukrainien avant d'entrer à l'université. Après la révolution orange, il s'exprime admirablement dans cette langue.

L'Ukraine va poser sa candidature à l'entrée dans l'Union européenne et si l'entrée dans cette communauté implique un rapprochement avec l'OTAN, alors nous irons aussi dans cette direction. Il ne faudrait pas que la création de l'aire économique commune qui associerait la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie donne lieu à des tergiversations à propos de la création d'un organe supra-national. Les objectifs de cette union sont la suppression des doubles impositions, des doubles barrières douanières ainsi que la création d'emplois. L'Ukraine a un grand rôle à jouer dans le transit de l'énergie et possède un fort potentiel dans le domaine des programmes culturels et scientifiques internationaux.